

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Accord départemental

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ DES SALARIÉS NON-CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (Allier) (3 septembre 2009)

Avenant n° 7 du 4 septembre 2024

NOR : AGRS2597024M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Allier ;
Fédération départementale des entrepreneurs du territoire de l'Allier ;
Fédération départementale des CUMA de l'Allier,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Fédération CFTC agriculture ;
SGA CFDT de l'Allier,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Afin de se mettre en conformité avec la réglementation (remplacement des références à la CMU-C et à l'ACS par la CSS et suppression de la référence à la sécurité sociale des étudiants) et avec les dispositions du décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 sur les catégories objectives dans les contrats collectifs d'assurance santé, les partenaires sociaux ont décidé de modifier le régime d'assurance complémentaire santé instauré par l'accord départemental du 3 septembre 2009 et ses avenants n° 1 à 6 (l'avenant n° 5 abrogeant et remplaçant en totalité les termes de l'accord départemental du 3 septembre 2009).

En conséquence les modifications suivantes sont apportées au régime d'assurance complémentaire santé instauré par l'accord précité.

Article 1^{er}

La première ligne du quatrième alinéa de l'article 1^{er} « Révision totale de l'accord départemental du 3 septembre 2009 », tel que libellé à l'avenant n° 5 audit accord, est modifié comme suit :

« Le présent accord s'applique à l'ensemble des employeurs et des salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 définis à l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017... »

Article 2

Le texte de l'article 4.1 « Salariés bénéficiaire de l'accord départemental du 3 septembre 2009 », tel que libellé à l'avenant n° 6 audit accord, est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à l'ensemble du personnel ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 définis à l'accord national interprofessionnel relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, relevant du champ d'application dudit accord.

En sont exclus :

- les salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 définis à l'accord national interprofessionnel relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et les personnels ressortissants de la convention collective du 2 avril 1952 bénéficiant du régime complémentaire santé défini dans ladite convention ;
- les catégories particulières de salariés (VRP, par exemple) ressortissant d'autres dispositions conventionnelles ;
- les salariés bénéficiaires d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'un contrat de mission, d'une durée inférieure ou égale à 3 mois et ceux dont la durée effective de travail prévue par leur contrat de travail est inférieure ou égale à 15 heures par semaine.

Pour ces salariés, l'obligation patronale de couverture en matière de remboursement de frais de santé est assurée par le dispositif "versement santé" tel que défini à l'article 4.7 de l'accord départemental du 3 septembre 2009.

Toutefois :

- les organisations syndicales de salariés et professionnelles agricoles représentatives au niveau d'un champ d'application territorial ou professionnel plus restreint que celui du présent accord ;
- l'employeur de l'exploitation ou l'entreprise agricole, pourront, conformément aux dispositions de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, étendre facultativement ou obligatoirement le dispositif frais de santé aux ayants droit du salarié. »

Article 3

Le quatrième cas de dispense d'adhésion prévu à l'article 4.2 « Cas de dispenses d'adhésion du dispositif frais de santé », de l'accord départemental du 3 septembre 2009, tel que libellé à l'avenant n° 5 audit accord, est remplacé comme suit :

- « – les salariés bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (CSS) en application de l'article L. 861-3 du code de la sécurité sociale. La dispense ne peut jouer que jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture. »

Article 4

La définition des enfants à charge figurant à l'article 4.4 « Offres à adhésion individuelle et facultative de l'accord départemental du 3 septembre 2009 », tel que libellé à l'avenant n° 5 audit accord, est abrogée et modifiée comme suit :

- « – les enfants à charge du salarié, de son conjoint, de son partenaire pacsé ou de son concubin :
 - âgés de moins de 21 ans et bénéficiant du dispositif social de base du salarié, de son conjoint, partenaire pacsé ou concubin ;

- âgés de moins de 26 ans, justifiant par tout moyen probant :
 - de la poursuite de leurs études (certificat de scolarité ou carte d'étudiant en cours de validité) ;
 - se trouver sous contrat d'apprentissage, d'alternance ou aidé aux conditions prévues par le code du travail (copie du contrat d'apprentissage, d'alternance ou aidé) et ne pas bénéficier d'une couverture maladie complémentaire dans le cadre de leur activité ;
 - être à la recherche d'un premier emploi à l'issue de ses études ou de son contrat d'apprentissage, d'alternance ou aide, inscrit à France Travail et ne pas être indemnisés ;
- quel que soit leur âge, s'ils sont atteints d'une infirmité telle qu'ils ne peuvent se livrer à aucune activité rémunératrice et perçoivent l'allocation pour adulte handicapé – AAH – (art. L. 821-1 du code de la sécurité sociale). Les handicapés qui remplissent les conditions d'attribution de l'allocation précitée mais auxquels celle-ci n'est pas versée en raison de leur niveau de ressources sont également considérés comme étant à charge ;
- les enfants du salarié nés "viabiles" moins de 300 jours après son décès ; »

Article 5 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application de l'accord départemental du 3 septembre 2009. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme, les partenaires sociaux ayant tenu compte lors de la définition des garanties de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 6 | Entrée en vigueur. Extension

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2025.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale de la DDETSPP de l'Allier.

Fait à Yseure, le 4 septembre 2024.

(Suivent les signatures.)